

ESPOIR, 3, RUE MERLY, 31000 TOULOUSE

CONFRONTATION
ANARCHISTE

N° 12
DECEMBRE 1972
SUPPLEMENT A ESPOIR
N° 565

Sommaire

- Page - 1 - Communiqué de C.A. strasbourg.
Page - 2 - Lyon - Groupe insoumission totale.
Page - 3 - Insoumission - Sylvère herzog.
Page - 5 - Illustration de la question anarchiste de René Furth.
Page - 7 - TOULON - Bilan d'activité du groupe.
Page - 8 - Toulouse - Rencontre régionale du 17/12/72.
Page - 9 - Liberté provisoire pour nos camarades Italiens.
Page - 10 - Manifestation du 13/12/72 pour la libération de Valptéda.
Page - 10 - Les paysans du Larzac à Paris.
 --Antimilitarisme.
Page - 12 - Lettre de strasbourg.
Page - 15 - "Commune Libre"
Page - 16 - Brive . La Gaillarde.
 -"Poing levé" est dans la merde.

-----oOo-----

CE SUPPLEMENT CONSTITUE UN BULLETIN RESERVE A SES SEULS ABONNES.

-----oOo-----

Pour tout abonnement écrire à la commission technique:

J. BERNARDAS, 22, RUE MARCEL PERETTO-38100-GRENOBLE

CCP CLAUDE BIETH84 98 V-GRENOBLE

abonnement annuel: 20,00 Fr

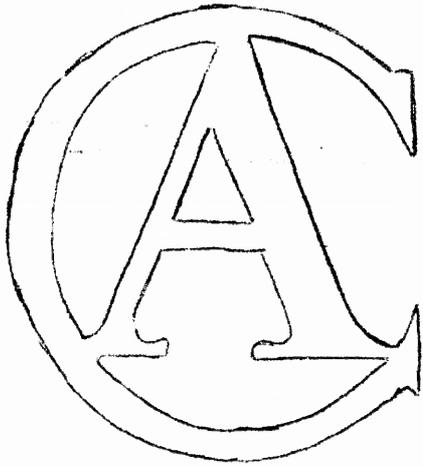
-----oOo-----

pour tout contact avec les camarades de Coordination Anarchiste, écrire à la commission responsable à la coordination:

adresse: Toury Philippe
6/31 Cité des Chataigniers
36600 Valençay

CA N° 12 - DECEMBRE 1972

tracé dans la Région Centre



Adresse pour tout envoi d'articles
jusqu'au 7 Février:

CA c/o SIA, Librairie Bazar-Coop.
1, rue des Veaux
67000 STRASBOURG

Strasbourg le 21 Janvier 1973.

COMMUNIQUE A TOUS LES ABONNES ET COMPAGNONS DE
CONFRONTATION ANARCHISTE ET DE LA COORDINATION
ANARCHISTE,

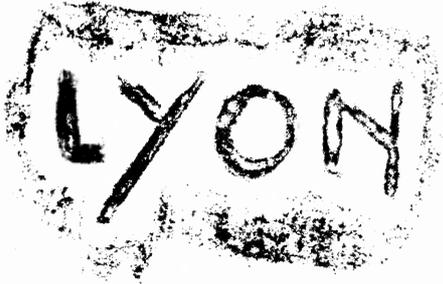
Alors même que nous devions tirer Confrontation Anarchiste
ce mois de janvier 73, paraissent coup sur coup ce mois-ci le numéro de
Septembre de Tiburce Cabochon et le numéro de Novembre du groupe Indre.

Le débat en cours n'ayant pas pu être alimenté depuis l'AG
de Brive en Aout 1972, il nous faut à notre tour tenir compte de ces dé-
-calages dans les parutions.

Afin de permettre aux réactions que ces 2 numéros succes-
-sifs ne vont pas manquer de provoquer, de se manifester, et étant don-
-né qu'à ce jour nous n'avons reçu que deux articles (du gr. de Grenoble),
il nous paraît indispensable de prolonger la date limite d'envoi des
articles jusqu'au 7 février.

CA pourra ainsi sortir I5 à 8 jours avant l'AG des I7 et
I8 Février à Paris.

Fraternellement
Union Anarchiste d'Alsace
Comission régionale de coordination
anarchiste-Strasbourg.



P2

G ROUPE
| NSOUMISSION
T OTALE

Depuis le mois de Septembre, le G.I.T (groupe d'insoumission totale) a regroupé 7 insoumis. Normalement incorporables en Février 73, ils ont décidé de s'insoumettre collectivement. Ce qui est nouveau et très positif dans cette forme de refus total c'est le désir de faire bloc face à l'armée et de refuser toute arrestation ou condamnation séparée. Plus les insoumis seront nombreux plus ils seront forts: on peut juger et mettre en prison six personnes pour insoumission, on ne peut pas le faire aussi facilement pour une centaine de personnes.

EXTRAITS DE LA LETTRE COLLECTIVE DU G.I.T ADRESSEE
AUX AUTORITES MILITAIRES

Messieurs,

Nous avons le triste regret de vous informer, avant même de recevoir nos feuilles d'incorporation, que nous ne ferons pas notre service militaire, et affirmons clairement dès aujourd'hui notre intention de nous insoumettre.

De la Rome antique à nos jours, le rôle de l'armée n'a guère changé, elle est toujours là pour préserver les intérêts des castes dominantes. Car quand on ne peut dominer par le nombre on le fait par la force.

La servir serait pour nous perpétuer un ordre des choses que nous réprouvons de toutes nos forces, ordre des choses où la richesse de quelques uns est fondée sur la misère du plus grand nombre. Ce serait, pour nous, garantir le maintien au pouvoir des trusts financiers qui se sont appropriés le monde en s'appropriant les moyens de production, de législation, de communication et de distribution/

Leur tyrannie ne cesse de s'accroître sur les hommes et sur la nature. Parqués dans les ghettos urbains, les hommes se voient privés du produit de leur travail qui a depuis longtemps perdu toute signification, et sont réduits en objets, contrôlés et manipulés par des dirigeants...

Le commerce des armes est en pleine expansion, assurant la rentabilité de certaines entreprises privées et les immenses profits des capitalistes qui sont à leur tête. Cette activité militaire astreint 280.000 travailleurs à produire des machines à tuer et fait de la France le 3ème exportateur d'armes du monde avec 7 Milliards d'armement vendus à l'étranger en 1971. Avec ces armes, "notre" gouvernement soutient les régimes fascistes de Grèce, du Brésil,

d'Espagne... Nous refusons de rester plus longtemps les complices de cette politique criminelle que vous imposez en façonnant et manipulant les esprits à travers les journaux, la radio, la télévision. Non contents d'appauvrir les pauvres, vous faites en sorte qu'ils soient-----suite ci-contre

~~www~~
 "ET S'ILS PERSISTENT CES CANNIBALES A FAIRE DE NOUS DES HEROS, ILS VERRONT BIENTOT QUE NOS BALLEES SERONT POUR NOS PROPRES GENERAUX"

Parce que je suis jeune:

Je refuse de donner un an de ma vie au système capitaliste étatique et autoritaire.

Parce que je ne suis pas un assassin: je refuse de me rendre complice des crimes commis par l'Armée française.

Parce que je suis conscient: je refuse de créditer vos mensonges quand vous affirmez que la bombe atomique n'est pas dangereuse pour la survie de l'humanité.

Parce que je suis militant ouvrier: Je refuse de briser les grèves.

Parce que je suis communiste: Je refuse l'armée du Capital.

Parce que je suis libertaire: je refuse de m'aliéner dans votre usine à robots.

Parce que je suis ANARCHISTE: je refuse L'ETAT, L'ARMEE, LE GOUVERNEMENT.

Si on m'emmène de force à la caserne je refuserai de porter l'uniforme, je n'accepterai aucune forme de récupération comme l'objection de conscience ou la coopération.

SYLVERE HERZOG

SERVICE NATIONAL

SERVICE DU CAPITAL

L'armée est une entreprise d'em-brigadement de la jeunesse destinée à former les robots nécessaires au fonctionnement de la société. La fabrication et l'utilisation des armes permettent l'enrichissement du capital aux dépens de l'humanité. Alors que l'armée s'entraîne à noyer dans le sang les révoltes populaires, la guerre est une fausse solution à de vrais problèmes sociaux. "LA GUERRE EST UN MASSACRE DE GENS QUI NE SE CONNAISSENT PAS AU PROFIT DE GENS QUI SE CONNAISSENT MAIS NE SE MASSACRENT PAS". Des poilus de la "grande guerre" aux tondus de la guerre du Viet-Nam, l'humanité s'illustre de massacres notoires. Ceux de la prochaine pourraient bien être enterrés avec la mention: "Morts pour rien ou pour le capital". A-t-on jamais vu, lors d'une cérémonie du II Novembre évoquer les mutineries de 1917 et leurs cortèges de fusillés pour l'exemple. La seule solution serait encore d'apprendre à conjuguer le verbe: DESERTER.

Insoumis depuis plus de 7 mois, Sylvère Herzog a été arrêté le II Novembre 1972, alors qu'il tentait, au monument aux morts de Mulhouse, de déposer une gerbe qui portait l'inscription: "A nos morts pour rien, victimes des marchands de canons". Ceux qui savent ce qu'est la guerre jugeront.

ECRIVONS A SYLVERE: HERZOG Sylvère: 2966 Cellule 59
 B.P 1071
 METZ CEDEX 57038

DES AMIS DE SYLVERE

G.I.T (suite)

P 4

contents de l'être. Vous détenez le contrôle de toutes les mass-média, seul vrai pouvoir régnant actuellement, qui vous permette de conserver les apparences démocratiques dans un vieux décor qui tombe en ruines. Les agitateurs sont des gêneurs car ils viennent semer le mécontentement dans les classes sociales que vous avez rendu parfaitement satisfaites de leur sort.

Hélas pour, dans la série "Marche droit, ferme ta gueule et sois content", le service militaire est un film qui ne fait plus tellement rire. Deuxième stage anesthésiant après l'école, il transforme l'homme en soldat, sans doute le type humain le plus médiocre, et fait de lui un flic, un refoulé triplé d'un abruti. Il n'est en fait qu'un grotesque facteur d'intégration à cette société pourrie et n'a d'autre but:

//- Que de mâter définitivement l'individu en vue de l'intégrer de force à une société dont il sera la propre victime, en lui apprenant à reconnaître les hiérarchies existantes et à s'aplatir machinalement devant l'Autorité.

//- Que de transformer l'individu en citoyen-pantin docile qui toute sa vie se laissera larvairément dévaliser, châtrer et vider de ce qu'il y a de meilleur en lui, sa libre créativité, son besoin d'amour fou, son désir d'employer son temps et son énergie de la plus passionnante manière.

Nous préférons colorer nous-mêmes notre personnalité. N'attendez donc pas de nous que nous servions la patrie, que vous brandissiez comme une marionnette bien malade. Acte immoral, s'il en est, puisqu'il lèse vos intérêts. Mais nous craignons d'être les premières victimes en cas de conflits, parce que nous serions dans les premiers rangs et qu'aussi nous serions les premiers à recevoir la bombe sur la gueule, pendant que vous vous tiendrez en toute sécurité à 20 mètres sous terre dans un abri anti-atomique où vous pourrez finir vos vieux jours. Ce n'est pas tellement le fusil que nous refusons, mais plutôt ceux qui veulent nous le faire porter. Nous refusons d'entrer dans le jeu de l'objection de conscience, totalement récupéré par vos soins et qui n'est qu'un compromis obscur pour calmer les réfractaires de l'uniforme (en particulier après la loi de mutation dans les eaux et forêts). Notre lutte est la même que celle de tous les insoumis qui moisissent actuellement dans vos geôles.

A LA PLACE DE LA LEGALITE, NOUS AVONS CHOISI L'ILLEGALITE
(la légalité n'étant d'ailleurs que celle que vous imposez).
NOUS DEMANDONS LA LIBERTE DONNEE A TOUS CEUX QUI LE DESIRENT
DE NE PAS FAIRE LE SERVICE MILITAIRE.
NOUS AFFIRMONS NOTRE VOLONTE DE FAIRE BLOC FACE A L'ARMBE ET
NOUS REFUSERONS TOUTE ARRESTATION OU CONDAMNATION SEPAREE.

Daignez recevoir, Messieurs, nos salutations les plus insoumises.

G.I.T (groupe insoumission totale). CONTACT: Martial Cardona
B.P. 608
69221 LYON Cédex 1

(Information transmise par le GAI CENSIER)

Bien d'accord avec René Furth, que l'informel n'est pas une solution; bien d'accord aussi avec ce souci de donner forme au passé anarchiste. Bien d'accord pour rééditer des oeuvres essentielles. Je n'ai connu l'anarchisme que depuis 5 à 6 ans et suis tombé dans un mouvement en décomposition avancée - par un concours de circonstances, j'ai pu m'accrocher; mais combien en font autant? On a toujours parlé d'éditer, de rééditer et il n'en sort que très peu de choses.

Le travail proposé par R. Furth apporterait donc beaucoup au renforcement du mouvement et à sa présence.

Néanmoins, le vide de ces dernières années a trop ajouté à la confusion et il s'agirait maintenant de se refuser à l'entretenir. En effet, beaucoup ont échoué dans le mouvement anarchiste comme on se réfugie dans une communauté incohérente parce qu'on y bouffe et qu'on y dort; et beaucoup de ceux-là le quittent dès qu'ils trouvent à roupiller ailleurs tranquillement. Par contre, beaucoup hésitaient à y venir par refus de ce goût de la facilité, et parce que le mouvement est encore plus un bordel que n'importe quel syndicat. Parmi les premiers, certains sont littéralement des entraves au travail révolutionnaire, et en général à la clarification des diverses activités du mouvement. Par contre, nous pouvons compter sur les seconds le moment venu, et certains déjà nous rejoignent (dès qu'ils voient que quelque chose prend forme).

Donc si on veut que l'informel, le caractère éphémère des structures anarchistes, finissent, il nous faut en premier lieu nous réunir entre ceux qui veulent vraiment œuvrer de toutes leurs énergies à la transformation sociale. Il nous faut de la cohérence, un sens de responsabilité collective qui n'existe que quand on est vraiment concerné par ce à quoi on prétend s'engager, et de la cohésion.

R. Furth a très bien vu comment, sur le plan théorique, "Noir et Rouge" "ANV"... avaient ouvert des perspectives. Mais il ne faut pas demeurer sur ce plan et, dans le même sens, plusieurs équipes (voire organismes) nationales, cohérentes bien que diverses peuvent, en se communiquant respectivement leurs divers travaux, faire que cette unité que préconise R. Furth se place au niveau d'une même dynamique - celle de l'unification des luttes vers la transformation libératrice des sociétés.

Ceci dit, il ne s'agit nullement de se considérer comme un guide quelconque des masses ou de l'histoire. L'anarchisme a eu et devrait avoir un rôle déterminant s'il est exprimé par des noyaux militants; il doit être un catalyseur. Ces noyaux sont déjà plus ou moins formés et le travail qui est proposé, de créer des rencontres indépendamment des organisations peut-être très intéressant. Il ne viendra que renforcer les diverses tâches que par ailleurs nous nous sommes diversément fixés.

Pour ce qui me concerne au niveau de la question posée par R. Furth, il me semble nécessaire de consacrer des efforts à la recherche de matériaux et documents destinés à appuyer l'analyse stratégique orientée vers le combat révolutionnaire dans tous les domaines. C'est pour cela que nous avons créé "Commune Libre" avec une orientation suffisamment définie pour ne se recouper avec aucune des activités actuelle du mouvement.

Mais ce travail ne devrait pas nous dissimuler tout le reste, rendu plus qu'urgent par le durcissement du régime. Les militants anarchistes, conscients de leur nature actuelle d'ultra-minorité, et donc de leur rôle dans l'évolution sociale, ont à se retrouver et à tirer les conséquences de la situation politique et psycho-sociologique. Suite page 7

Quand on lutte vraiment pour quelque chose, en l'éprouvant dans sa vie quotidienne, on prend l'initiative des tâches nécessaires à l'accomplissement du but. Le problème du mouvement sera résolu si on se pose le problème global de la Révolution.

P-MERIC

COMMUNE LIBRE

Achats de diffusion - 2 Fr par numéro - 0,60 Fr par supplément
Abonnements - 6 numéros et leurs 6 suppléments - 20 Fr
"Commune Libre" - 3, rue Merly-31-TOULOUSE
Versements à P-MERIC-CCP I.849.93 - MARSEILLE

Bilan d'activités du groupe de Toulon
durant l'année 71-72

Notre travail s'est axé sur deux campagnes: MILLAN et VALPREDA.

La campagne pour Julio Millan a débuté en octobre pour s'achever fin Novembre. Collage de centaines d'affiches; dépôts d'affiches chez certains commerçants, diffusion de tracts, prise de paroles, etc... Samedi 23 Octobre des manifestations éclaires ont été organisées durant une heure et demi. 4 000 tracts et bandes dessinées ont été distribués. Sur les 50 manifestations on note 5 interpellations. Un article d'information passa dans la presse locale. La forme de l'action s'est adaptée au nombre de participants. Cette action fut répétée à La Seyne avec moins de succès.

La campagne pour dénoncer la parodie de justice dont sont victimes nos camarades italiens a été beaucoup plus vaste et positive. Durant les 5 mois de campagne 20 000 tracts; tirés chacun à 4 000 exemplaires, ont été diffusés sur les boîtes (chantiers-arsenals) et lycées. Parallèlement des bombages ont été effectués par divers groupes, des centaines d'affiches ont été collées. Avant l'ouverture du procès nous avons tenu une conférence de presse seul un journaliste était présent. Mais le journal communiste "Le Petit Vaudois" après quelque temps, et vu la répercution du procès sur la presse a daigné consacrer quelques lignes à l'assassinat de Pinelli. Nous avons fait des ventes de brochures et diffusion de tracts autour d'un cercueil, des dépôts d'affiches et de brochures ont été fait dans plusieurs librairies. Enfin le samedi 15 avril après un appel à la manifestation paru dans la presse anar, une centaine d'anarchistes se sont rassemblés place du théâtre à Toulon pour dénoncer le procès. La police a suivi le cortège: pas d'incidents. Un article est paru dans la presse. En outre par l'intermédiaire de la libre pensée un article sur trois colonnes est passé dans "République" en faveur de Millan et des inculpés Gargamelli, Borghèse, Valpréda. Plus tard ce fut l'article d'un camarade, faisant la triste apologie du massacre de Milan qui sortit dans le journal local. D'autre part la campagne sur le procès Valpréda nous a permis de nous mettre en rapport direct avec l'Italie (Novara).

Groupe de Toulon

VALPREDA - GARGAMELLI - BORGHES E SONT MIS EN LIBERTÉ PROVISOIRE.

Le vendredi 29 décembre 1972 en fin d'après-midi, Valpreda, Gargamelli, Borghese ont donc été mis en liberté provisoire après avoir passé plus de 3 ans en prison. Lorsque la nouvelle a été annoncée, Gargamelli et Valpreda se trouvaient à la polyclinique de Rome où ils étaient soignés depuis 15 jours. Borghese lui se trouvait à la prison romaine de Regina Coeli. Cela donna lieu à de petites manifestations de la part des camarades anarchistes qui ayant appris la nouvelle se sont aussitôt rendus devant la polyclinique et devant la prison.

Cette décision de mise en liberté provisoire a été rendue par le juge Salvatore Blasco faisant partie de la cour d'appel de Catanzaro, chargée de l'instruction. Il a pu prendre cette décision grâce à la nouvelle loi votée le 15 décembre 1972 disant que l'on ne peut pas retenir en détention préventive des individus sur lesquels ne pèsent pas des preuves flagrantes. En fait le gouvernement italien voyant qu'aux yeux de l'opinion publique, l'innocence des anarchistes paraissait de plus en plus évidente, a été obligé de faire passer une loi (désormais appelée: la loi Valpreda) permettant leur mise en liberté. C'est pour cela que 14 jours après qu'elle fût votée les 3 anarchistes inculpés étaient relâchés.

Après sa libération Valpreda est parti de Rome à Milan (chez sa tante) prévoyant d'aller ensuite en un lieu qu'il tiendrait secret et où il pourra se remettre des conséquences physique que lui ont apporté 3 ans de détention (début de tuberculose, paralysie etc..).

DECLARATION FAITE PAR VALPREDA ET GARGAMELLI PEU APRES LEUR LIBERATION.

"Avec notre libération a été obtenu un résultat positif qui naturellement s'il satisfait sur le plan humain reste aussi un combat qui a acquis et conservera sa valeur pour autant qu'il fait partie de la lutte qui se mène dans le pays pour une radicale transformation des structures sociales et politique. Nous avons été les victimes expiatoires d'une manœuvre préméditée. Notre libération n'est qu'un instant de la bataille qu'il faudra poursuivre jusqu'à la découverte et la condamnation, politique et sociale des véritables responsables "directs et indirects" de la stratégie de la tension qui a eu son point culminant dans le massacre de la Piazza Fontana; lesquels malgré tout sont encore au poste de commande. Aujourd'hui nous connaissons le nom de certains responsables de notre lynchage moral et qui ont assassiné tant de nos camarades innocents. Aujourd'hui existe la possibilité concrète, et notre libération en est une preuve de continuer la lutte avec plus d'élan et plus de vigueur jusqu'à ce que soit démasqué le complot d'état et que soit instauré une société différente dans laquelle de pareils faits et de pareils personnages ne puissent plus exister. SALUT A L'ANARCHIE Roberto Gargamelli.

SALUT A LA LIBERTÉ Pietro Valpreda.

L'OUVERTURE DU PROCES:

Le président du tribunal de Catanzaro, Salvatore Blasco a dit que celui-ci pourrait avoir lieu avant la fin mars. En fait il ne pourra se dérouler que lorsque l'instruction sur les deux fascistes Freda et Ventura sera terminée. Les avocats de ceux-ci ont demandé que le procès Valpreda s'ouvre en même temps que celui de Freda et Ventura, et s'étonnent par la même que leurs clients n'aient pas été mis en liberté provisoire comme l'ont été les trois anarchistes. Verrons nous donc le jour du procès sur un même banc nos camarades italiens et les deux fascistes Freda et Ventura (instigateurs des bombes du 12 décembre) ? ??? cela est bien possible puisque la partie civile en a fait la demande. (Suite page 10)

A PROPOS DES VIOLENTES MANIFESTATIONS DU 12 DEC. 1972 POUR LA LIBÉRATION DE VALPRÉDA.

17 jours avant la libération des 3 anarchistes, la gauche extra-parlementaire italienne avait décidé d'organiser dans les principales villes des manifestations courtes mais violentes pour commémorer à sa façon les attentats du 12 déc. 1969. C'est ainsi qu'à Rome, Venise, Naples, Milan (qui était quadrillée par 8.000 policiers) les manifestants ont harcelé la police principalement avec des cocktails molotov. Plus de 20.000 personnes ont participé à ces manifestations de guérilla urbaine. La bourgeoisie visiblement effrayée par cette violence révolutionnaire s'alarmait dans ses journaux de cet état de guerre civile. L'"Unita" de son côté journal du parti communiste italien criait à la provocation, dénonçant les groupes gauchistes "ces réceptacles de la provocation professionnelle qui rendent un service explicite aux pires centrales réactionnaires". Ces mêmes journaux de gauche (Avanti et l'Unita) qui écrivaient en 1969 après les attentats du 12 décembre: "Valpreda est un individu nû par une haine viscérale et de type fasciste pour toute démocratie".

- "c'est un personnage ambigu et déconcertant au passé obscur, peut-être manoeuvré par quelqu'un avec son propre consentement" (Unita 19 décembre 1969) et qui annoncent à sa libération: "c'est un premier succès des forces démocratiques." (Unita 31 décembre 1972).

Inutile d'ajouter un quelconque commentaire. Commission Information Italie
Paris.

LES PAYSANS DU LARZAC A PARIS

Les paysans du Larzac partis le samedi 6 janvier en tracteur devaient arriver le samedi 13 à Paris. Bloqués à Orléans par les CRS, ils furent obligés de gagner la capitale par d'autres moyens afin d'être présents aux différents meetings et manifestations que le comité d'action Larzac parisien avait organisé.

En ce qui concerne les manifestations, la préfecture de Paris les avait toutes interdites les 13 et 14 janvier. Malgré cela, à la sortie du principal meeting qui s'est tenu place de la République le samedi 13 à 16 heures, un cortège de 1500 paysans s'est formé, principalement animé par des anarchistes, et a défilé pendant 1 heure et demie dans les rues de Paris jusqu'au quartier latin où il fut disloqué par la charge de CRS.

En dehors de la spontanéité très positive de cette manifestation, ceci montre que lorsque les circonstances s'y prêtent il est possible de passer outre une interdiction préfectorale, en déjouant la présence des forces de police qui si elles sont supérieures en force sont malgré tout beaucoup moins mobiles qu'une manifestation spontanée.

L'ARMÉE HORS DU LARZAC.

C.A. Paris

ANTIMILITARISME — Groupe Autonome Anar Communiste

Le problème de l'antimilitarisme qui nous touche particulièrement, devrait nous sembler t-il avoir sa place dans C.A. A l'heure où souffle le vent de la récupération de la part de groupes Trotskyste comme "Révolution" qui noyautent des groupes plus ou moins fantômes comme le C.L.A.M. (comité de lutte anti-militariste qui prétend lutter contre l'armée bourgeoise en espérant crier demain vive l'armée rouge); il nous semble nécessaire de diffuser à travers C.A. toutes les informations sur les actions anti-militaristes, sur les nouveaux insoumis, sur les comités de soutien etc. Ceci afin de coordonner le courant libertaire antimilitariste.

LETTRE DE STRASBOURG
oooooooooooooooooooooooooooo

Si des voix se sont élevées à Brive centre ce que l'on peut appeler la presse anarchiste réservée aux initiés, l'on peut dire qu'un point de vue a été émis dont il faut tenir compte, mais qu'aucun projet précis n'a été défini et surtout qu'il n'a jamais été interdit aux participants toute initiative personnelle visant à sensibiliser un public (même restreint vu nos moyens).

Il est bien entendu que "Coordination anarchiste" implique une certaine réunion des efforts de chacun dans le but d'obtenir par la concentration des moyens une plus grande capacité d'intervention, et c'est en ce sens que la nécessité d'un organe de presse, expression de tous les groupes coordonnés, s'impose. Mais ce dernier point implique aussi que la question du journal soit résolue collectivement avec participation effective de tous les groupes sur le plan rédaction comme sur le plan diffusion. Que la prochaine rencontre nationale puisse résoudre cette question du journal est une chose, mais qui en aucun cas ne peut remettre en question le droit de chaque groupe ou entente d'individus de s'exprimer avec ses propres moyens comme il l'entend dans le cadre de la Déclaration de Principes de C.A..

Or "Commune Libre" est une initiative d'individus qui ne vise en rien la "Coordination" mais qui tend au contraire à la faire connaître à l'extérieur. Son financement est totalement autonome et ne rien à voir avec celui du bulletin C.A..

La rencontre du 17/12 des groupes C.A. du MIDI-PYRÉNÉES nous apprend que la question des cotisations C.A. a été examinée et résolue pour l'avenir. En fait il s'agit d'une carence de la coordination dans cette région durant ces derniers mois, et il faut avouer que la diversité des groupes dans cette région exigeait qu'il soit mis en place des structures de coordination dès après la rencontre de Brive, et que là plus qu'ailleurs, le processus a été très lent parce que justement le nombre des groupes intéressés était plus important qu'ailleurs.

Cela dit faire retomber la responsabilité de ce retard sur André sous le prétexte qu'il ait pu se consacrer à un travail particulier est profondément injuste et supposerait que des responsabilités particulières lui incombaient dans cette structuration des groupes du midi alors que ce sont ces derniers qui avaient à charge de se structurer. P.M. a au contraire bien précisé à Brive qu'il n'entendait en aucun cas faire porter à bout de bras une organisation qui ne pourrait être que le fait qu'artificielle.

Si l'objectif était bien une coordination des groupes et un respect de l'organisation centraliste, il était indispensable que les groupes se fédèrent localement, régionalement et enfin nationalement. C'est dans la mesure où ces mêmes groupes sont incapables de se coordonner à ces différents niveaux, ou tardent à le faire, ou n'en ressentent pas la nécessité, que les décisions prises à Brive sont compromises.

Si cet objectif était trop irréaliste, trop ambitieux, ou le manque de solidité des groupes participants, il fallait alors retourner les pro-

LETTRE DE STRASBOURG

P13

oooooooooooooooooooo

-positions pratiques contenues dans le projet de Strasbourg "d'Alliance Anarchiste" qui lui se fondait, pour arriver à l'organisation fédéraliste, sur une double démarche, l'un partant d'un comité national de coordination à travers ses diverses commissions, l'autre partant de la commission locale qui organise coordonne les groupes locaux, qui organise des rencontres régionales afin de coordonner régionalement, cette commission locale assurant la liaison directe avec les différentes commissions nationales.

La différence peut paraître insignifiante, elle est en fait considérable; Coordination Anarchiste fédère des régions qui n'existent pas structurellement, ce qui veut dire que ce sont les groupes qui devraient s'entendre pour former une commission régionale et que seulement alors il y aura coordination nationale. Or la moindre expérience en la matière nous enseigne que c'est toujours soit un groupe ou un individu qui va prendre l'initiative et que les autres suivront plus ou moins mollement ou pas du tout, d'où lenteur et ratées dans le processus ou échec.

Le projet de Strasbourg, en remettant l'initiative à chaque commission locale obligerait dès le départ chaque groupe à assurer la liaison avec le centre (commission nationale) et à entamer la structuration régionale en profondeur (ce qui n'est pas un petit travail) et non pas artificiellement. Nous faisons ainsi dès les premiers mois un constat: les groupes qui avaient réussi à faire fonctionner une commission locale sur des bases définies, et ceux qui s'en désintéressaient ou en étaient incapables. Or Coordination Anarchiste devenait viable si dix à vingt groupes se révélaient capables de l'animer dès le départ.

L'on peut ajouter que le projet d'Alliance Anarchiste prévoyait non seulement un simple coordination mais les conditions d'une organisation élaborant collectivement un ensemble de prises de positions. S'il est de fait que les groupes ne voient guère d'intérêt à une simple coordination, et l'on peut le regretter, par contre une organisation pouvait avoir une certaine dynamique. mais ceci est une autre histoire, puisque Brive a choisi délibérément la simple coordination (quoique l'adoption d'une déclaration de principes était un premier pas vers l'organisation) il n'y a pas à y revenir. Mais nous pouvons regretter que les propositions pratiques du projet de Strasbourg aient amendées et amputées de ce qui en faisait l'intérêt.

Pour en revenir à l'initiative "Commune Libre", disons d'abord qu'il ne s'agit d'un bulletin concurrent à C.A; C.E est destinée au public et est diffusée (très modestement hélas) dans certaines librairies et kiosques. Cette revue essaie d'apporter un point de vue anarchiste sur un sujet déterminé, elle n'est pas une entreprise spécifiquement C.A et fait appel à la collaboration de ceux qui ont une certaine optique "bakouniniste", des camarades de la C.N.T ou d'ailleurs, y collaborent.

Si le nom de P. Méric y figure, c'est qu'il fallait bien un nom pour le dépôt légal, cela ne signifie pas qu'il s'agisse d'une oeuvre personnelle, et si cela était, ce serait tout à son honneur. Aucune organisation, même le PC, n'interdit à ses membres une activité parallèle si elle n'est pas en contradiction avec "la ligne" de l'organisation,

(Suite page)

LETTRE DE STRASBOURG

P 14

oooooooooooooooooooo

et comme C.A est fondée sur l'autonomie des groupes adhérant à la déclaration de principes, aucune objection ne peut valablement être retenue.

En ce qui concerne le bulletin C.A, il s'insère bien sûr de B.I. intérieur à Coordination Anarchiste, mais nous avons été plusieurs à soutenir que le bulletin C.A. devait être ouvert à l'ensemble du mouvement anarchiste, c'est à dire garder sa vocation première d'organe de confrontation du mouvement. Pour qu'il en soit ainsi, c'est bien entendu une question de textes, si C.A devait tomber au niveau de la polémique interne "CA plus ou moins personnalisée (ce qu'il avait su éviter jusqu'à maintenant), il ne pourrait être autre chose qu'un bulletin intérieur; ce qui serait dommage, car l'on sait que le plus souvent ce genre de B.I. interne aide à créer un état d'esprit de "chapelle", alors que C.A ouvert aidait justement à déborder les chapelles par un courant d'échanges et de confrontation. Pour ce qui du tirage à effectuer c'est à la commission technique (Grenoble) à fixer le nombre d'exemplaires nécessaires. (Vu la non parution il reste nombre d'abonnements à rentrer, et ils ne rentreront que si les livraisons sont au moins égales à celles de l'année dernière).

Pour la question du tirage offset, seule une rencontre nationale peut prendre la décision car elle implique certaines conséquences:

- "Commune Libre" est tirée sur matériel offset qui ne nous appartient pas, le prix de revient dans ces conditions est nettement plus élevé que le tirage à la ronéo, d'où le prix de 3 F pour cette revue. Or tirer C.A dans les mêmes conditions (pour un tirage inférieur) conduit soit à réduire la parution de C.A, soit à élever le prix de l'abonnement.

Il s'agit donc de choisir entre le tirage actuel à la ronéo dans les conditions prévues et le tirage à l'offset et ses conséquences. Mais seule une rencontre au niveau nationale peut faire ce choix; le fait fait que la rencontre de Noël ait été reportée laisse donc pour l'instant ce problème en suspens avec les malentendus qui s'y rapportent.

ERDINA - UAA - STRASBOURG

RENCONTRE DE TOULOUSE Compte-rendu Suite

SOLIDARITE ESPAGNOLE

Communication est faite de la circulaire qui paraît dans CA; le travail entamé devrait se prolonger, un meeting sera organisé à Bayonne sur le thème-aide apportée par le gouvernement français au gouvernement espagnol et rapprochement des systèmes politiques des deux pays.

Diverses modalités pratiques sont prises en particulier le règlement régulier de cotisations à la commission nationale de coordination (Chateauroux), à partir du 1er janvier à raison de 1F par mois et par individu.

Jusqu'au législatives, pour la commission Régionale de Coordination Toulouse-Frontière Espagnole, écrire à
"C.A" c/o C.N.T.-3, rue Merly--31--TOULOUSE

COMMUNE LIBRE

P45

Cette revue sera constituée d'une suite de dossiers à l'initiative d'une équipe de militants anarchistes révolutionnaires qui ont essayé de déterminer son rôle avec précision.

Le concept de "Commune Libre" contient à la fois, l'effort de changer la vie quotidienne, et le combat tendant à universaliser cette transformation

Il ne suffit pas d'être libre.-Il faut encore agir. Mieux, il est impossible de parvenir à la liberté de chacun si on n'agit pas pour l'émancipation de tous.

- I. Le rôle de la revue en elle-même est d'exprimer l'appréhension anarchiste de la réalité et d'apporter les matériaux d'une conscience stratégique nécessaire à l'action révolutionnaire des anarchistes et des anti-autoritaires en général.

Chaque dossier sera toujours consacré à un sujet d'actualité brûlante. Nous espérons qu'au fil des réalisations une cohérence apparaîtra de manière suffisamment claire pour pouvoir unir les efforts de ceux qui conçoivent:

-qu'il n'y a pas d'issue émancipatrice pour les nouvelles générations que dans la destruction des racines mêmes de l'autorité.

-qu'il n'y a pas de disparition des totalitarismes que dans la destruction des appareils de partis, des nationalismes terroristes (qu'ils soient de raison d'Etat ou de déraison) et de notre système social qui fondamentalement nihiliste.

-que la COMMUNE LIBRE ne peut être réalisée qu'en passant par une ACTION DIRECTE (violente comme non-violente), dans le cadre d'une SOLIDARITE INTERNATIONALE agissante.

-qu'une minorité cohérente et intelligente, catalysant le processus révolutionnaire et contrant les récupérations et déviations autoritaires, est un élément indispensable à une réelle révolution sociale.

-----oOo-----

Numéros parus.

-"MUNICH 1972"

La "paix olympique" prélude à notre apocalypse quotidienne. (No I décembre 72) 3Fr

-"PAYS BASQUE"

Les assassins passent la frontière et entrent au "marché commun!"

(Supplément au No I) 1Fr

"DE L'AUTOGESTION A LA REVOLUTION"

Dans le contexte de la situation politique et sociale de Mars 73. (No 2 février 73) 3Fr

-----oOo-----

Numéros en préparation.

-Vers une lutte révolutionnaire décisive en Espagne. avril 73

-Situation économique et sociale en France. juin 73

-Entre ces dossiers paraîtront régulièrement des suppléments qui seront fréquemment consacrés à la publication de textes et de documents allant le sens d'une "SOLIDARITE INTERNATIONALE".

Des camarades déchirent des affiches du S.A.C. sur le pont Cardinal lorsque surgit un individu qui saute sur le dos de l'un d'entre eux en criant: "vous n'avez pas le droit de déchirer les affiches en plein jour";. Le camarade arrive à le maîtriser et s'aperçoit que l'individu n'a pas l'air normal. Quelques secondes plus tard surgit une femme âgée habillée de noir qui se met à crier: "attention il est trépané, ne le touchez pas" et exhibe d'un portefeuille une carte du S.A.C., bleu sur blanc en demandant les papiers du camarade. L'individu déchire la poche du camarade et s'empare d'un agenda qu'il cherche à garder. La vieille femme continue à exhiber sa carte à des témoins en leur disant; "vous voyez, vous savez ce que c'est que le S.A.C.". Des gens sortent d'une pharmacie voisine pour éloigner l'individu qui tient alors notre camarade par les cheveux en nous disant qu'il est malade. Finalement nous réussissons à partir.

Plus tard nous apprenons que l'individu en question est le fils de la vieille femme, qu'il est aussi au S.A.C., qu'il est épileptique, qu'il a des fois un revolver sur lui et un chargeur.....

Ensuite nous apprenons par certaines personnes que: des voyoux ont attaqué une vieille dame pour lui voler son sac à main, que son fils est venu la défendre, qu'il s'est fait taper dessus par ces voyoux qui sont patti en courant; "Alors que nous avons constamment été agressés par ces deux personnes, et, que notre camarade n'a pas frappé une seule fois le "malade" et s'est contenté de parer les coups.

La campagne électorale du S.A.C. est commencée, cette histoire n'a pas besoin de commentaires.....

COORDINATION ANARCHISTE BRIVE

 "POING LEVE" est dans la merde

"Poing levé" canard d'un groupe de Montau-
 -ban -

Lundi 3 Janvier. A la suite d'une dénonciation obtenue par des moyens mal définis, le commandant de gendarmerie de Montauban a lancé à nos trousses sa "brigade de recherche". 5 d'entre nous ont été conduits à la gendarmerie et gardés à vue pendant 10 heures..

Deux perquisitions ont lieu: une chez l'un d'entre nous, l'autre 2 rue de l'horloge. La première perquisition a permis de saisir aux flics:

- des numéros 1 et 2 de "Poing levé"
- des stencils prouvant l'évidence de notre implication ainsi que le kodatrace des affiches
- des tracts, du papier, de l'encre etc.... LA RONEO que nous venions d'acheter.

La seconde perquisie a été moins fructueuse: affiches, brochures, etc mais rien de grave.

